



Assemblée générale

Distr. générale
10 octobre 2024
Français
Original : espagnol

Conseil des droits de l'homme Groupe de travail sur la détention arbitraire

Avis adoptés par le Groupe de travail sur la détention arbitraire à sa centième session (26-30 août 2024)

Avis n° 38/2024, concernant Niurka Mariana Mota Belisario, Leonardo Javier Fernández Estanga, Pedro Domingo Díaz Díaz et Jean Pierre Pages Evans (République bolivarienne du Venezuela)

1. Le Groupe de travail sur la détention arbitraire a été créé par la Commission des droits de l'homme dans sa résolution 1991/42. Son mandat a été précisé et renouvelé dans la résolution 1997/50 de la Commission. Conformément à la résolution [60/251](#) de l'Assemblée générale et à sa décision [1/102](#), le Conseil des droits de l'homme a repris le mandat de la Commission. Le Conseil a reconduit le mandat du Groupe de travail pour une nouvelle période de trois ans dans sa résolution [51/8](#).
2. Le 13 juillet 2023, conformément à ses méthodes de travail¹, le Groupe de travail a transmis au Gouvernement vénézuélien une communication concernant Niurka Mariana Mota Belisario, Leonardo Javier Fernández Estanga, Pedro Domingo Díaz Díaz et Jean Pierre Pages Evans. Le Gouvernement a répondu à la communication le 12 octobre 2023. L'État est partie au Pacte international relatif aux droits civils et politiques.
3. Le Groupe de travail estime que la privation de liberté est arbitraire dans les cas suivants :
 - a) Lorsqu'il est manifestement impossible d'invoquer un quelconque fondement juridique pour justifier la privation de liberté (comme dans le cas où une personne est maintenue en détention après avoir exécuté sa peine ou malgré l'adoption d'une loi d'amnistie qui lui est applicable) (catégorie I) ;
 - b) Lorsque la privation de liberté résulte de l'exercice de droits ou de libertés garantis par les articles 7, 13, 14, 18, 19, 20 et 21 de la Déclaration universelle des droits de l'homme et, en ce qui concerne les États parties au Pacte international relatif aux droits civils et politiques, par les articles 12, 18, 19, 21, 22, 25, 26 et 27 de cet instrument (catégorie II) ;
 - c) Lorsque l'inobservation totale ou partielle des normes internationales relatives au droit à un procès équitable, établies dans la Déclaration universelle des droits de l'homme et dans les instruments internationaux pertinents acceptés par les États concernés, est d'une gravité telle qu'elle rend la privation de liberté arbitraire (catégorie III) ;
 - d) Lorsqu'un demandeur d'asile, un immigrant ou un réfugié est soumis à une détention administrative prolongée sans possibilité de contrôle ou de recours administratif ou juridictionnel (catégorie IV) ;

¹ [A/HRC/36/38](#).



e) Lorsque la privation de liberté constitue une violation du droit international en ce qu'elle découle d'une discrimination fondée sur la naissance, l'origine nationale, ethnique ou sociale, la langue, la religion, la situation économique, l'opinion politique ou autre, le sexe, l'orientation sexuelle, le handicap ou toute autre situation, qui tend ou peut conduire au non-respect du principe de l'égalité entre les êtres humains (catégorie V).

1. Informations reçues

a) Communication émanant de la source

4. Niurka Mariana Mota Belisario, de nationalité vénézuélienne, est administratrice des douanes de profession et travaille comme gestionnaire dans l'entreprise agricole d'un membre de sa famille. Elle était âgée de 26 ans au moment de son arrestation.

5. Leonardo Javier Fernández Estanga est de nationalité vénézuélienne et exerce la profession de maçon. Il était âgé de 31 ans au moment de son arrestation.

6. Pedro Domingo Díaz Díaz est de nationalité vénézuélienne et exerce la profession de chauffeur de taxi. Il était âgé de 42 ans au moment de son arrestation.

7. Jean Pierre Pages Evans est de nationalité vénézuélienne et exerce la profession de chauffeur de taxi. Il était âgé de 43 ans au moment de son arrestation.

I. Contexte

8. La source affirme que Niurka Mariana Mota Belisario, Leonardo Javier Fernández Estanga, Pedro Domingo Díaz Díaz et Jean Pierre Pages Evans ont été arrêtés entre le 20 et le 23 avril 2022, dans la paroisse d'Altagracia de Orituco (commune de José Tadeo Monagas, dans l'État de Guárico) à la suite de l'opération dite « Operación Trueno » (opération tonnerre). Ils sont tous visés par la même enquête pénale n° MP-245550.

9. Les 14 et 15 avril 2022, à l'occasion des célébrations de la Semaine sainte, la mairie de José Tadeo Monagas avait organisé des activités récréatives dans le parc de Guanapito, situé dans la paroisse d'Altagracia de Orituco, tout près du centre d'opérations du gang criminel Tren del Llano. Malgré la présence des autorités locales, plusieurs individus lourdement armés, membres présumés de ce gang, s'étaient rendus sur place pour profiter des installations. Quelques jours plus tard, les autorités ont déployé l'opération tonnerre, dont l'objectif était de localiser les collaborateurs et les complices de ce gang. L'opération a débuté le 20 avril 2022 avec l'arrivée à Altagracia de Orituco de quelque 800 fonctionnaires de plusieurs forces de sécurité.

10. La source précise que la population avait préalablement été privée de communications pendant plusieurs heures. Ce jour-là, des dizaines de perquisitions illégales ont été menées chez des commerçants et des producteurs agricoles locaux. Plus de quarante personnes ont été arrêtées pendant la première semaine de l'opération.

11. Selon la source, les autorités ont soumis certaines personnes à la torture ou à d'autres traitements cruels dans le but d'obtenir des aveux ou des éléments incriminant des tiers. Elle affirme également que les policiers, arrivés dans des véhicules banalisés, ont fait irruption par la force dans les domiciles, sans présenter de mandat de perquisition. Ils ont détruit et volé des biens, séparé les membres des familles (y compris des enfants de leurs parents) et proféré des menaces de mort pour obtenir le nom de délinquants qui sévissaient dans la zone. Les femmes ont été forcées à se dévêtir et ont dû exposer leurs parties intimes à la vue de dizaines de policiers. Des personnes ont été victimes de disparition forcée.

II. Détentions et procédures pénales

Niurka Mariana Mota Belisario

12. Selon la source, le 23 avril 2022, la famille de M^{me} Mota Belisario prenait un café chez elle tandis que cette dernière se douchait. Les fonctionnaires sont entrés sans présenter de mandat de perquisition ou d'arrêt et ont affirmé qu'ils agissaient dans le cadre d'une opération spéciale. Ils ont déclaré appartenir aux Forces d'action spéciales, mais leur badge portait les initiales de la Direction contre la criminalité organisée.

13. Les fonctionnaires sont entrés, armés, dans la salle de bain et ont forcé M^{me} Mota Belisario à sortir de la douche, mains en l'air. Tous les policiers étaient de sexe masculin. Ils sont entrés dans la chambre, l'ont fouillée et y ont pris 700 dollars des États-Unis en liquide ainsi que des téléphones portables. Ils ont obligé M^{me} Mota Belisario à s'habiller, lui donnant un coup de pied et lui criant : « tu viens avec nous, on va te tuer ». En sortant du domicile, les fonctionnaires se sont également saisis d'une camionnette Chevrolet Luv-D-Max blanche de 2005.

14. La source affirme qu'il existe une capture d'écran d'un document à l'en-tête de la Direction de l'intelligence stratégique sur lequel figure une liste de noms d'habitants d'Altagracia de Orituco qui pourraient avoir été arrêtés par les forces de l'État. Sur cette liste figure le nom de Niurka Mariana Mota Belisario, décrite comme « collaboratrice, compagne du Primo de Mataguaca² ».

Leonardo Javier Fernández Estanga

15. Selon la source, le 20 avril 2022 à 19 heures, huit fonctionnaires du Commandement national chargé de la lutte contre l'extorsion et l'enlèvement ont pénétré, sans présenter de mandat, dans le domicile de M. Fernández Estanga. Celui-ci était chez lui avec sa famille. Les fonctionnaires sont restés environ une heure, pendant laquelle ils ont interdit à quiconque d'entrer ou de sortir. Ils ont interrogé les occupants de la maison pour savoir s'ils connaissaient les membres du gang Tren del Llano.

16. M. Fernández Estanga a présenté sa carte d'identité aux policiers, qui la lui demandaient. L'intéressé étant maçon, sa carte était souvent mouillée et elle était endommagée. Les agents du Commandement national chargé de la lutte contre l'extorsion et l'enlèvement lui ont alors dit qu'il s'agissait d'un faux, l'ont jeté à terre, l'ont pris en photo comme s'il était un criminel et l'ont emmené, en prétendant qu'il devait faire une déclaration. D'après un membre de sa famille, les agents n'ont pas précisé où ils le conduisaient.

Pedro Domingo Díaz Díaz

17. D'après la source, M. Díaz Díaz a été arrêté par le Commandement national chargé de la lutte contre l'extorsion et l'enlèvement le 21 avril 2022, alors qu'il exerçait son activité de chauffeur de taxi. Le même jour aux alentours de 8 h 30, avant cette arrestation, M. Díaz Díaz avait été interpellé brièvement par des agents du Commandement national chargé de la lutte contre l'extorsion et l'enlèvement. Profitant du fait qu'il n'avait pas ses documents sur lui, les agents lui ont soutiré de l'argent et ont exigé qu'il leur achète du pain et des boissons, en échange de la promesse de le laisser repartir et continuer à travailler. Après leur avoir acheté les articles demandés, M. Díaz Díaz a de nouveau été arrêté par les fonctionnaires. À partir de 11 heures, ses proches n'ont plus eu de nouvelles de lui.

Jean Pierre Pages Evans

18. Selon la source, M. Pages Evans a été arrêté le 20 avril 2022 par des agents de la Direction des enquêtes pénales et de la Direction de la lutte contre la criminalité organisée. Ils ont d'abord arrêté une personne de sa famille alors qu'elle se trouvait dans son véhicule. Ils l'ont fait monter à l'arrière et l'un des agents a pris le volant du véhicule.

19. M. Pages Evans se trouvait dans son commerce, un magasin d'alcool. Alors qu'il rentrait chez lui, il a reçu un appel disant : « on est dans ta camionnette, avec un membre de ta famille à l'arrière, et elle est pleine de policiers ». M. Pages Evans s'est rendu à l'endroit indiqué par les fonctionnaires, qui l'ont arrêté dès qu'il est sorti de son véhicule. Ils l'ont dépouillé de son téléphone et de son portefeuille, qui contenait tous ses documents d'identité, l'ont menotté et lui ont pris les 900 dollars des États-Unis qui devaient lui servir à payer ses fournisseurs. Ils ont relâché le proche qui se trouvait dans la camionnette et ont emmené M. Pages Evans et ses deux véhicules, sans préciser où.

² Membre du gang Tren del Llano.

20. Selon la source, après leur arrestation, M^{me} Mota Belisario et MM. Fernández Estanga, Díaz Díaz et Pages Evans ont été conduits dans les locaux du Commandement national chargé de la lutte contre l'extorsion et l'enlèvement situé en périphérie d'Altagracia, où ils sont restés au moins une journée. Ils ont ensuite été transférés à San Juan de Los Morros (État de Guárico), où leurs gardiens ont réclamé de l'argent à leurs proches en échange de la possibilité d'apporter de la nourriture, des boissons, des matelas pour dormir et des articles d'hygiène et de toilette.

21. Une audience de comparution devait ensuite avoir lieu devant les tribunaux de contrôle à San Juan de Los Morros, mais le juge a refusé l'affaire pour défaut de compétence matérielle, et l'a renvoyée devant les tribunaux compétents en matière de terrorisme, situés à Caracas (district de la capitale).

22. La source ajoute que le 26 avril 2022, M^{me} Mota Belisario et MM. Fernández Estanga, Díaz Díaz et Pages Evans ont été traduits devant les tribunaux du Palais de justice de Caracas. N'ayant pas été autorisés à désigner l'avocat de leur choix, ils étaient assistés d'un avocat commis d'office. Le juge a accepté la qualification des faits et a ordonné leur détention provisoire dans les locaux de la Police nationale bolivarienne d'El Valle (concernant M^{me} Mota Belisario) et de La Yaguara (concernant MM. Fernández Estanga, Díaz Díaz et Pages Evans), situés dans le district de la capitale.

23. Le 10 juin 2022, le ministère public a établi un acte d'accusation sous le numéro de dossier MP-245550 contre les quatre détenus dans la même affaire, pour les infractions de terrorisme, d'association de malfaiteurs et de trafic d'armes et de munitions, prévues par la loi organique contre la criminalité organisée et le financement du terrorisme. M^{me} Mota Belisario a en outre été mise en cause pour l'infraction de traite de personnes.

24. Selon la source, les détenus ont été inculpés et jugés dans la même affaire enregistrée sous le numéro 01JT^o-072-22, devant le tribunal de première instance ayant compétence exclusive au niveau national pour connaître des affaires liées à des crimes terroristes. L'ouverture du procès a été reportée à 12 reprises, et une fois le procès ouvert, les audiences ont été reportées deux fois. Le procès a finalement commencé le 19 mai 2023, et trois sessions d'audience ont eu lieu.

25. La source précise que M^{me} Mota Belisario est toujours incarcérée au siège de la Police nationale bolivarienne à El Valle (district de la capitale), où elle est autorisée à sortir prendre l'air. M^{me} Mota Belisario dépend des aliments que lui fournit sa famille, qui peut lui rendre visite régulièrement et lui envoyer de l'argent pour qu'elle s'achète à manger.

26. La source ajoute que M. Pages Evans a obtenu une mesure d'assignation à résidence, et qu'il se présente régulièrement aux convocations du tribunal en attendant son jugement.

27. Selon la source, M. Fernández Estanga, souffrant d'épilepsie depuis l'enfance, doit suivre un traitement médicamenteux en continu, mais il a cessé de prendre ses médicaments en prison. Depuis décembre 2022, il est incarcéré au siège de la Police nationale bolivarienne à San Agustín del Norte (district de la capitale). Sa famille ne peut pas lui rendre visite régulièrement, car elle n'habite pas à Caracas. Disposant de peu de revenus, elle ne peut pas non plus lui envoyer d'argent pour qu'il se nourrisse. Il dépend donc de ce que lui fournissent l'État ou ses compagnons de cellule.

28. La source déclare que M. Díaz Díaz est incarcéré depuis le 20 septembre 2022 au siège de la Police nationale bolivarienne à San Agustín del Norte (district de la capitale). Elle ajoute qu'il souffre de problèmes cardiaques, d'une infection bactérienne du rein, et d'un calcul de sept centimètres. Le 19 juillet 2022, son avocate privée a déposé une demande de mesures d'allègement de la procédure pour motifs d'ordre humanitaire devant le 31^e tribunal de contrôle (Premier tribunal de première instance agissant en qualité de juridiction de contrôle dans les affaires liées au terrorisme) en raison de sa pathologie rénale. La demande a été reçue par la Commission de la Justice pour la Vérité. Le 13 août 2022, les proches de M. Díaz Díaz ont reçu un courrier électronique de la division d'expertise médico-légale du ministère public, rattachée au Bureau du Procureur général de la région métropolitaine de Caracas, contenant une demande d'informations générales en lien avec la demande de mesures d'allègement.

29. La source affirme que le 16 août 2022, l'avocate de M. Díaz Díaz a rencontré la Commission de la Justice pour la Vérité, les procureurs d'exécution et le Procureur général de la République au siège du ministère public afin de constituer un groupe de travail chargé de rechercher des solutions possibles concernant les demandes de mesures d'allègement. Pourtant, à ce jour, le détenu n'a pas obtenu de mesures d'allègement pour motifs d'ordre humanitaire. En outre, son état de santé s'est dégradé. Le 27 septembre 2022, il a été transporté en urgence à l'hôpital Dr. Pérez Carreño pour recevoir un traitement en intraveineuse afin de calmer la douleur rénale. Les médecins l'ont autorisé à sortir de l'hôpital le 3 octobre 2022.

30. En ce qui concerne les plaintes déposées par les proches des détenus auprès des instances nationales, la source indique qu'en février 2023, les proches de M. Díaz Díaz, de M. Fernández Estanga et de M^{me} Mota Belisario se sont entretenus avec le 80^e parquet national ayant compétence en matière de droits humains. Dans le cas de M^{me} Mota Belisario et de M. Fernández Estanga, les plaintes ont été déposées devant ce parquet national, sous le numéro de dossier MP-183662-2022. Les proches de M. Díaz Díaz ont présenté au parquet un écrit détaillé pour alerter la justice sur les conditions de détention et les actes de torture subis, demander la mise en place de mesures de protection pour le détenu et sa famille, et réclamer l'ouverture d'une enquête afin que ces faits puissent être pris en compte dans l'enquête du ministère public.

31. La source affirme qu'à ce jour, aucune de ces plaintes n'a abouti et qu'aucun fonctionnaire n'a été tenu pénalement responsable à titre individuel.

III. Analyse juridique

32. La source soutient que la détention des quatre intéressés relève des catégories I et III de la classification employée par le Groupe de travail.

a. Catégorie I

33. L'argumentation de la source s'appuie sur l'article 9 du Pacte, le principe 37 de l'Ensemble de principes pour la protection de toutes les personnes soumises à une forme quelconque de détention ou d'emprisonnement et l'article 44 de la Constitution.

34. La source affirme que la détention n'est pas conforme à l'ordre juridique interne et international, car les intéressés n'ont pas été arrêtés en flagrant délit et n'ont pas fait l'objet d'une décision de justice autorisant la détention.

35. Selon la source, l'opération tonnerre désigne un déploiement de policiers qui ont procédé à des arrestations et à des perquisitions sans autorisation judiciaire. Des sources ouvertes indiquent que l'opération avait pour objectif l'arrestation de membres du gang Tren del Llano. Mais les agents se sont écartés de cet objectif, puisque l'opération a donné lieu à de nombreuses violations des droits humains dont ont été victimes les habitants d'Altagracia de Orituco. Les forces de l'ordre ont arrêté des personnes qui ne faisaient pas partie de l'organisation criminelle en invoquant un fondement illégal, car de toute évidence, les fonctionnaires ont modifié les modalités, l'horaire et le lieu de l'opération.

36. Selon la source, les témoins des quatre détenus ont déclaré que les intéressés avaient été arrêtés alors qu'ils se trouvaient chez eux ou qu'ils étaient en train de travailler. Les circonstances ne permettent donc pas, raisonnablement, d'affirmer que les autorités aient agi en réaction à la commission d'un acte répréhensible. Par ailleurs, aucun mandat d'arrêt émis par une autorité judiciaire n'a été présenté au moment des arrestations, ce qui confère à ces arrestations un caractère arbitraire. En ce sens, il n'existe pas d'éléments de preuve justifiant le placement en détention et le refus ultérieur de rendre aux intéressés leur liberté ou de leur accorder une mesure de substitution à la détention provisoire.

37. La source indique que les quatre détenus ont été accusés de trafic d'armes de guerre, de terrorisme et d'association de malfaiteurs en lien avec le gang Tren del Llano, alors qu'il n'existe aucune preuve de leur responsabilité dans ces crimes, ni même de leur collaboration avec ce gang. Il n'existe pas non plus de preuve de l'existence d'une enquête préliminaire ordonnée par une instance du ministère public qui pourrait corroborer leur collaboration ou leur participation à ce type d'activité criminelle.

38. D'après la source, la seule explication qu'ont donnée les fonctionnaires au moment de l'arrestation des quatre intéressés et des autres travailleurs et commerçants d'Altagracia de Orituco arrêtés aux mêmes dates, était qu'ils répondaient aux ordres du Ministère du pouvoir populaire pour les relations intérieures, la justice et la paix.

39. La source conclut que l'arrestation des quatre intéressés n'est fondée sur aucun fait clair, précis et circonstancié permettant d'établir qu'ils aient commis une quelconque infraction ou qu'ils y aient pris part. Leur arrestation et leur placement en détention provisoire ont donc été décidés en l'absence d'indices suffisants permettant de présumer un quelconque comportement pénalement répréhensible de leur part et justifiant leur détention.

b. Catégorie III

40. La source indique que, conformément à l'article 9 (par. 3) du Pacte, à l'article 44 (par. 1) de la Constitution et à l'article 264 du Code de procédure pénale, toute personne privée de liberté doit être traduite sans délai devant un juge afin que celui-ci statue sans délai sur la légalité de sa détention.

41. Le droit d'être jugé sans retard excessif énoncé à l'article 14 (par. 2) du Pacte ne vise pas seulement à éviter qu'une personne reste trop longtemps dans l'incertitude quant à son sort, mais vise également à servir les intérêts de la justice³.

42. La source fait référence à la jurisprudence du Comité des droits de l'homme et du Groupe de travail, selon laquelle l'article 9 (par. 3) du Pacte dispose que tout individu arrêté ou détenu du chef d'une infraction pénale sera traduit dans le plus court délai devant un juge ou une autre autorité habilitée par la loi à exercer des fonctions judiciaires. Cette règle s'applique dans tous les cas sans exception et n'est pas subordonnée à la volonté ou à la capacité du détenu de s'en prévaloir⁴.

43. La source ajoute que, conformément à ce qu'a établi le Groupe de travail, toute personne arrêtée et détenue doit être présentée à un juge dans les quarante-huit heures suivant son arrestation, et que tout délai supplémentaire doit être absolument exceptionnel et justifié par les circonstances particulières de l'affaire⁵. De même, le contrôle de la détention doit être effectué par une autorité judiciaire disposant de l'indépendance nécessaire pour contrôler la légalité de la détention⁶.

44. La source affirme que l'article 175 du Code de procédure pénale établit que :

Les détentions non conformes aux dispositions de la Constitution, du présent code, des lois et des traités, des conventions ou accords internationaux signés et ratifiés par la République bolivarienne du Venezuela seront considérées nulles et non avenues. Par conséquent, le juge devra ordonner la remise en liberté sans restriction et le renvoi immédiat de l'affaire au ministère public aux fins d'ouvrir une enquête sur l'arrestation annulée.

45. La source affirme, nonobstant ce qui précède, qu'aucun mandat d'arrêt n'a été présenté aux quatre intéressés, et que ces derniers n'ont pas commis de flagrant délit qui aurait pu justifier leur arrestation. Ils n'ont pas non plus été traduits devant les tribunaux dans un délai raisonnable, et dans certains procès-verbaux de police, les officiers ont modifié le mode, le lieu et de l'heure de l'arrestation.

46. Selon la source, en effet, les arrestations ont eu lieu entre le 20 et le 23 avril 2022, et c'est le 26 avril 2022 que le tribunal compétent en matière de terrorisme de Caracas a ordonné le placement en détention des intéressés ; le délai de quarante-huit heures pour les présenter devant un juge, prévu à l'article 44, paragraphe 1 de la Constitution, a donc été dépassé, ce qui les a privés des garanties judiciaires. En outre, les autorités du Venezuela ont enfreint le droit national et international, car lors de l'audience de comparution, le juge responsable du contrôle judiciaire aurait dû déclarer la procédure nulle et non avenue et ordonner la libération des détenus sans restriction.

³ *Fa'afete c. Nouvelle-Zélande* (CCPR/C/114/D/1909/2009), par. 5.4.

⁴ Comité des droits de l'homme, observation générale n° 35 (2014) ; et avis n° 78/2018, par. 75 et 76.

⁵ Avis n° 31/2020, par. 45 ; et 76/2019, par. 38.

⁶ Avis n° 41/2020, par. 60 ; et 33/2020, par. 75.

47. Selon la source, compte tenu du fait qu'aucun élément de preuve n'établissait que les personnes mises en cause avaient participé à la commission d'une infraction, il n'y avait aucun motif d'ordonner leur détention provisoire. Pourtant, à ce jour, elles sont toujours privées de liberté (M. Pages Evans est assigné à résidence). Il ressort de ces éléments que, après le placement en détention des quatre intéressés, le droit à la protection judiciaire effective n'a pas été respecté, et que le tribunal n'a pas rempli son rôle de contrôle judiciaire.

48. La source conclut que ces faits illustrent pleinement le manquement de la République bolivarienne du Venezuela à son devoir de garantir et de faire respecter l'obligation de contrôle judiciaire de la détention des quatre détenus, ce qui constitue une violation des articles 9 et 14 du Pacte et des principes 11 et 37 de l'Ensemble de principes pour la protection de toutes les personnes soumises à une forme quelconque de détention ou d'emprisonnement. Tous ces éléments mettent en évidence le non-respect total ou partiel des normes internationales relatives au droit à un procès équitable.

49. La source fait état de multiples violations des droits des quatre intéressés qui justifient que leur détention soit qualifiée d'arbitraire au titre de la catégorie III.

b) Réponse du Gouvernement

50. Le 13 juillet 2023, suivant sa procédure ordinaire, le Groupe de travail a transmis les allégations de la source au Gouvernement, le priant de soumettre sa réponse le 11 septembre 2023 au plus tard. Le Gouvernement a demandé une prolongation du délai, laquelle lui a été accordée. Le Groupe de travail a reçu la réponse du Gouvernement le 12 octobre 2024, dans le délai imparti.

51. Dans sa réponse, le Gouvernement signale que les quatre intéressés sont actuellement privés de liberté à la suite d'une décision judiciaire prononcée dans le cadre d'une procédure pénale engagée contre eux en raison de leur responsabilité présumée dans la commission des infractions de dissimulation, de terrorisme, d'association de malfaiteurs et de trafic d'armes et de munitions, sous forme de recel, prévues dans l'ordre juridique vénézuélien.

52. Le placement en détention provisoire des quatre intéressés a été demandé par le ministère public devant le premier tribunal de première instance agissant en qualité de juridiction de contrôle dans les affaires liées au terrorisme au niveau national, conformément aux attributions que lui confèrent la Constitution et le Code de procédure pénale.

53. Le 20 avril 2022, à la demande du ministère public, le Premier tribunal agissant en qualité de juridiction de contrôle dans les affaires liées au terrorisme a émis les mandats d'arrêt n° 009-22 contre M. Díaz Díaz, n° 030-22 contre M^{me} Mota Belisario, n° 033-22 contre M. Pages Evans, et n° 036-22 contre M. Fernández Estanga. Le Gouvernement a joint une copie de ces documents à sa réponse.

54. Le Gouvernement rappelle qu'au Venezuela, le ministère public introduit les demandes de mesures de contrainte personnelle, y compris de placement en détention provisoire, et c'est le tribunal saisi de l'affaire qui prend la décision correspondante d'ordonner ou non la mesure, conformément à la loi. Le Gouvernement reproche au Groupe de travail son interprétation erronée de l'article 9 (par. 3) du Pacte.

55. Le Gouvernement affirme que, le 21 avril 2022, les quatre individus ont été arrêtés par des fonctionnaires du corps de la Police nationale bolivarienne, en uniforme et dûment identifiés, sur la base de mandats délivrés avant leur arrestation. En outre, chacun a été informé du motif de son arrestation ainsi que de ses droits.

56. MM. Díaz Díaz et Pages Evans ont été incarcérés séparément, dans des points de contrôle de la Police nationale bolivarienne situés dans l'État de Guárico. Tous deux se trouvaient dans leur véhicule au moment de leur interpellation, et les agents ont constaté, en contrôlant leur identité, qu'ils étaient visés par des mandats d'arrêt pour la commission présumée d'infractions graves. M. Fernández Estanga et M^{me} Mota Belisario ont quant à eux été arrêtés à leur domicile par des fonctionnaires de la police nationale qui savaient que les intéressés étaient visés par des mandats d'arrêt, et qui ont donc immédiatement procédé à leur arrestation sur ordre du tribunal chargé de l'affaire.

57. Les détenus ont été conduits au Service national de médecine et de sciences médico-légales pour un examen médico-légal, dans le respect des règles établies par la législation nationale et dans les dispositions de l'article 9 (par. 1) du Pacte. Le Gouvernement assure que les arrestations ont été effectuées par le corps de la Police nationale bolivarienne, en sa qualité d'institution chargée de l'enquête pénale, conformément aux dispositions de l'article 113 du Code de procédure pénale et de la loi organique relative aux services de la Police nationale bolivarienne.

58. Les détenus ont été présentés devant le juge chargé de l'affaire dans le délai de quarante-huit heures fixé par la loi. Un avocat commis d'office a été assigné à ceux qui ont déclaré qu'ils n'avaient pas d'avocat. Les autres ont pu être assistés par l'avocat de leur choix, après prestation de serment, comme l'exige la loi.

59. Le Gouvernement s'étonne que les détenus n'aient pas dénoncé les actes contraires à la loi dont ils ont été victimes avant de saisir le Groupe de travail. Seul M. Díaz Díaz a demandé au juge de lui accorder l'accès à son traitement médical, ce qui lui a été accordé.

60. Le 23 avril 2022, les quatre intéressés ont été traduits devant le tribunal pénal municipal et étatique de première instance n° 5 chargé du contrôle du circuit judiciaire pénal de l'État de Guárico, dans le cadre de l'audience de première comparution, qui s'est tenue dans les quarante-huit heures suivant l'arrestation.

61. Avant le début de l'audience, MM. Díaz Díaz et Fernández Estanga avaient indiqué au juge qu'ils disposaient d'un avocat privé ; le tribunal a donc fait prêter serment auxdits avocats de confiance. En revanche, comme M^{me} Mota Belisario et M. Pages Evans avaient déclaré ne pas avoir d'avocat, un avocat commis d'office a été désigné pour les assister, dans le respect des garanties d'une procédure régulière et du droit à la défense. Ainsi, contrairement à ce qu'affirme la source, les intéressés n'ont pas été empêchés de désigner leur propre avocat.

62. Les tribunaux se sont déclarés incompétents, car les faits en cause étaient liés au terrorisme ; ces affaires ont donc été déferées au premier tribunal spécial de contrôle de première instance compétent en matière de terrorisme au niveau national, chargé de connaître des infractions de corruption et de crime organisé et de statuer en la matière, conformément aux dispositions de l'article 373 du Code de procédure pénale.

63. Les intéressés ont ensuite été entendus le 27 avril 2022. Le tribunal saisi de l'affaire a décidé de suivre la procédure ordinaire et de maintenir la mesure de détention provisoire de M^{me} Mota Belisario dans l'établissement pénitentiaire national pour femmes, et de M. Díaz Díaz, M. Pages Evans et M. Fernández Estanga dans le centre de détention judiciaire Rodeo III, situé dans la région de la capitale. Il a en outre ordonné qu'il soit procédé à une évaluation globale de l'état de santé de M^{me} Mota Belisario et MM. Díaz Díaz et Fernández Estanga, afin de garantir leur droit à la santé. Les détenus ont fait l'objet d'un examen médical avant d'être placés en détention.

64. Le 19 mai 2022, le tribunal saisi de l'affaire a ordonné un changement de centre de détention pour M. Pages Evans, lui accordant une mesure d'assignation à résidence.

65. Lors des audiences préliminaires qui ont eu lieu conformément à la loi, le tribunal a admis sans réserve l'accusation portée par le ministère public contre M^{me} Mota Belisario pour les infractions de financement du terrorisme, de traite de personnes et d'association de malfaiteurs, et contre MM. Díaz Díaz et Fernández Estanga pour les infractions de terrorisme, de trafic d'armes de guerre et d'association de malfaiteurs.

66. Le Gouvernement fait valoir que, au cours du procès et à ce jour, le tribunal saisi de l'affaire a convoqué 15 séances de débat en audience publique, prévues le 31 janvier 2023, le 16 février 2023, le 15 mai 2023, le 17 mai 2023, le 22 mai 2023, le 31 mai 2023, le 7 juin 2023, le 14 juin 2023, le 20 juin 2023, le 6 juillet 2023, le 12 juillet 2023, le 19 juillet 2023, le 26 juillet 2023, le 2 août 2023 et le 9 août 2023. Toutefois, les sessions prévues le 31 janvier 2023, le 16 février 2023, le 17 mai 2023, le 22 mai 2023, le 31 mai 2023, le 14 juin 2023 et le 12 juillet 2023 ont dû être suspendues pour divers motifs.

67. Dans sa réponse, le Gouvernement souligne qu'aucune des détentions en cause ne relève de la catégorie I ou de la catégorie III identifiées par le Groupe de travail, et ne devrait donc être examinée par le Groupe de travail.

c) Observations complémentaires de la source

68. Le Groupe de travail a transmis la réponse du Gouvernement à la source le 13 octobre 2023 et lui a demandé de transmettre ses commentaires et observations finales, qui ont été reçus le 27 octobre 2023.

69. Dans sa réponse, la source a donné davantage d'informations sur les circonstances dans lesquelles les personnes mises en cause dans cette affaire ont été arrêtées, en décrivant à nouveau les faits survenus dans chacun des cas.

70. La source a aussi informé le Groupe de travail du stade actuel de la procédure pénale, du déroulement de certains entretiens qu'elle a eus avec le ministère public et la Direction générale des droits fondamentaux du ministère public, ainsi que de l'état de santé des détenus et de leurs conditions de détention. En outre, elle invite à nouveau le Groupe de travail à considérer ces détentions comme arbitraires au titre des catégories I et III identifiées par le Groupe de travail.

2. Examen

71. Le Groupe de travail remercie la source et le Gouvernement pour les informations qui lui ont été fournies.

72. Les règles de la preuve sont définies dans la jurisprudence du Groupe de travail. Lorsque la source établit une présomption de violation des règles internationales constitutive de détention arbitraire, la charge de la preuve incombe au Gouvernement dès lors que celui-ci décide de contester les allégations⁷.

73. Compte tenu des divergences entre les faits allégués par la source et la réponse du Gouvernement, et conformément à la pratique du Groupe de travail, il appartient à ce dernier de déterminer la version des faits qu'il juge la plus crédible au vu des informations fournies. D'une part, le Groupe de travail observe que la source a fourni un récit détaillé et cohérent des circonstances de l'arrestation et de l'affaire, d'autant que ce récit est étayé par celui d'une affaire présentant des faits, procédures et caractéristiques similaires, qui a été étudiée et traitée par le Groupe de travail⁸.

74. Après une évaluation très détaillée des éléments de preuve soumis et des déclarations de la source et du Gouvernement, comprenant une comparaison des circonstances, un examen du déroulé des faits décrit de façon très compréhensible et détaillée par les deux parties et un examen de la valeur de chacun de leurs éléments de preuve, le Groupe de travail rend l'avis suivant.

a) Catégorie I

75. Le Groupe de travail rappelle qu'une détention est arbitraire et relève de la catégorie I si elle est dénuée de fondement juridique. Le droit international sur le droit à la liberté individuelle comprend le droit de se voir présenter un mandat d'arrêt ou un autre document équivalent⁹, afin de garantir l'exercice d'un contrôle effectif par une autorité judiciaire compétente, indépendante et impartiale. D'un point de vue procédural, ce droit est inhérent au droit à la liberté et à la sécurité de la personne et à l'interdiction de la privation arbitraire de liberté visés aux articles 3 et 9 de la Déclaration universelle des droits de l'homme et aux principes 2, 4 et 10 de l'Ensemble de principes pour la protection de toutes les personnes soumises à une forme quelconque de détention ou d'emprisonnement.

⁷ Voir [A/HRC/19/57](#), par. 68.

⁸ Voir avis n° 54/2023.

⁹ Avis n° 88/2017, par. 27. Dans les cas d'arrestation en flagrant délit, il n'est généralement pas possible d'obtenir un mandat.

76. Dans le cadre d'autres affaires examinées lors de sessions précédentes¹⁰, le Groupe de travail a découvert les conséquences, pour Altagracia de Orituco, de la traque et de la répression menées par la Garde nationale bolivarienne dans le but de localiser et d'arrêter les membres du gang Tren del Llano. Le Groupe de travail garde à l'esprit que cette ville se trouve à proximité du centre d'opération du gang.

77. Le Groupe de travail est gravement préoccupé par les informations faisant état de l'assassinat de 26 personnes ayant des liens présumés avec le gang en question, dont 17 d'entre elles ont été assassinées à Altagracia de Orituco dans le contexte des opérations menées par les Forces d'intervention spéciales et la Garde nationale bolivarienne dans l'État de Guárico.

78. Le Groupe de travail considère que dans une opération de ce type, qui, comme l'ont mentionné à la fois la source et le Gouvernement, visait à lutter contre les actes délictueux du gang Tren del Llano, il est hautement improbable que les agents déployés dans la ville aient agi avec la patience et la diligence nécessaires pour respecter les formalités légales requises pour procéder à des arrestations dans le plein respect de la loi, à savoir présenter un mandat d'arrêt et informer les détenus de leurs droits. Dans sa réponse, le Gouvernement déclare ainsi que « toutes les personnes arrêtées ont été transférées dans les locaux du Commandement national chargé de la lutte contre l'extorsion et l'enlèvement ».

79. Le Groupe de travail relève que la source précise clairement les circonstances des arrestations, fournissant un récit détaillé et cohérent, étayé par des déclarations de témoins, tandis que le Gouvernement s'abstient de les contester ou de les réfuter, ce qui nuit à la fiabilité de son récit. D'autant plus que dans sa réponse, le Gouvernement affirme que les détenus ont été arrêtés dans le cadre des opérations menées lors de l'opération tonnerre et que, bien que le Gouvernement ait joint des copies des décisions de placement en détention, il n'a présenté aucun indice ni aucune preuve permettant de les mettre en lien avec les accusations formulées.

80. Le Groupe de travail observe que la source précise clairement la façon dont se sont déroulées les arrestations. M^{me} Mota Belisario a été arrêtée alors qu'elle se douchait. Les fonctionnaires, qui ont déclaré appartenir aux Forces d'action spéciales alors que leur badge portait les initiales de la Direction contre la criminalité organisée, sont entrés sans mandat de perquisition ou d'arrêt et ont indiqué qu'ils recherchaient l'intéressée dans le cadre d'une opération spéciale. Les agents, tous de sexe masculin, l'ont fait sortir de force, mains en l'air, ont fouillé la maison et y ont pris 700 dollars en liquide ainsi que des téléphones portables. Ils l'ont obligée à s'habiller, lui donnant un coup de pied et lui criant : « tu viens avec nous, on va te tuer ». En sortant du domicile, ils se sont également saisis d'une camionnette Chevrolet Luv-D-Max blanche de 2005.

81. M. Fernández Estanga se trouvait à son domicile avec sa famille lorsque huit fonctionnaires du Commandement national chargé de la lutte contre l'extorsion et l'enlèvement sont entrés, sans présenter de mandat, aux alentours de 19 heures. Ils ont interrogé les occupants de la maison pour savoir s'ils connaissaient les membres du gang Tren del Llano. M. Fernández Estanga a présenté sa carte d'identité aux policiers, qui la lui demandaient. L'intéressé étant maçon, sa carte était souvent mouillée et elle était endommagée. Les agents du Commandement national chargé de la lutte contre l'extorsion et l'enlèvement lui ont alors dit qu'il s'agissait d'un faux, l'ont jeté à terre, l'ont pris en photo comme s'il était un criminel et l'ont emmené, sans préciser à quel endroit ils le conduisaient, en prétendant qu'il devait faire une déclaration.

82. M. Díaz Díaz a été arrêté par le Commandement national chargé de la lutte contre l'extorsion et l'enlèvement, alors qu'il exerçait son activité de chauffeur de taxi. Profitant du fait qu'il n'avait pas ses documents sur lui, les agents lui ont soutiré de l'argent, et ont exigé qu'il leur achète du pain et des boissons, en échange de la promesse de le laisser repartir et continuer à travailler. Quelques heures après l'avoir laissé repartir, ils l'ont de nouveau arrêté, et ses proches n'ont plus eu de nouvelles de lui.

¹⁰ Avis n° 54/2023.

83. M. Pages Evans a été arrêté par des agents de la Direction des enquêtes pénales et de la Direction de la lutte contre la criminalité organisée. Ils ont d'abord arrêté une personne de sa famille alors que l'intéressé se trouvait dans son commerce. Ils l'ont appelé et lui ont dit : « on est dans ta camionnette, avec un membre de ta famille à l'arrière, et elle est pleine de policiers ». Il s'est donc rendu à l'endroit indiqué par les agents, qui ont alors relâché la personne de sa famille, mais ont arrêté M. Pages Evans, l'ont menotté et lui ont pris les 900 dollars qui devaient lui servir à payer ses fournisseurs. Ils l'ont emmené, lui et ses deux véhicules, sans préciser où.

84. Le Groupe de travail doute que la détention des quatre personnes mises en cause ait été effectuée dans le respect de la loi, car il estime que certains éléments du récit des événements ne sont pas convaincants, notamment les perquisitions sans mandat, la traque visant d'autres personnes et le désordre civique généralisé résultant de la prise d'assaut de la ville dans le cadre de l'opération tonnerre. En ce qui concerne les perquisitions, le Groupe de travail insiste sur le fait qu'il n'a pas pu déterminer clairement si des preuves ont été trouvées, qui auraient ensuite été utilisées au cours de la procédure judiciaire pour accuser les détenus. Cependant, le comportement des forces de l'ordre démontre une fois de plus que l'incapacité des autorités à suivre les procédures appropriées a contribué à accentuer la nature arbitraire des arrestations.

85. Le Groupe de travail note que l'opération tonnerre s'est caractérisée par un déploiement d'agents de police qui n'avaient pas d'autorisation judiciaire pour procéder à des arrestations et à des perquisitions. L'objectif de l'opération, d'après des sources ouvertes, était de localiser des membres du gang Tren del Llano. À la lumière des déclarations effectuées dans le cadre de cette affaire et d'autres affaires examinées par le Groupe de travail, ce dernier estime qu'il est plus crédible de penser que l'opération en question a donné lieu à une série d'atteintes aux droits humains subies par les habitants d'Altagracia de Orituco, étant donné non seulement que des personnes ont été tuées, mais aussi que des personnes qui n'appartenaient pas à l'organisation criminelle ont été arrêtées.

86. Le Groupe de travail est donc convaincu que les détentions étaient arbitraires au sens de la catégorie I, car les quatre intéressés ont été arrêtés sans mandat émis par un juge et sans qu'il y ait eu flagrance. En effet, les détentions sont le fruit d'un abus de pouvoir de la part des fonctionnaires du Commandement national chargé de la lutte contre l'extorsion et l'enlèvement, qui ont perquisitionné des domiciles et procédé à des arrestations fondées sur des prétextes, parfois dans l'exercice quotidien de la profession des personnes mises en cause, sans disposer des documents d'autorisation suffisants.

87. Le Groupe de travail rappelle que toute personne arrêtée doit recevoir notification, dans le plus court délai, de toute accusation portée contre elle. Cette obligation découle de l'article 9 (par. 2) du Pacte, de l'article 9 de la Déclaration universelle des droits de l'homme et des principes 2 et 10 de l'Ensemble de principes pour la protection de toutes les personnes soumises à une forme quelconque de détention ou d'emprisonnement. Ces préceptes exigent également que les procédures régissant la privation de liberté autorisée par la loi soient prescrites légalement et précisent, notamment, les cas dans lesquels un mandat est requis. Les États parties sont tenus de faire respecter ces procédures¹¹. Lorsque celles-ci ne sont pas respectées, la détention est arbitraire et compromet gravement la capacité de se défendre.

88. Étant donné que l'article 9 (par. 2) du Pacte dispose que tout individu arrêté sera informé, au moment de son arrestation, des raisons de cette arrestation et recevra notification, dans le plus court délai, de toute accusation portée contre lui, et que, comme le Groupe de travail l'a indiqué précédemment, l'existence d'une loi autorisant l'arrestation ne suffit pas à donner un fondement juridique à une privation de liberté, les autorités doivent invoquer ce fondement juridique et l'appliquer aux circonstances de l'espèce. En règle générale¹², elles le font sous la forme d'un mandat d'arrêt ou d'un autre document équivalent¹³. Le Groupe de travail rappelle qu'elles doivent immédiatement informer la personne arrêtée des motifs de

¹¹ Comité des droits de l'homme, observation générale n° 35 (2014), par. 23.

¹² Avis n°s 30/2018, par. 39 ; 3/2018, par. 43 ; et n° 88/2017, par. 27.

¹³ Avis n°s 18/2023, par. 93 ; et 30/2017, par. 58 et 59.

son arrestation et préciser le fondement juridique de celle-ci, ainsi que des éléments de fait suffisants sur le fond de la plainte, tels que l'infraction commise et l'identité de la victime présumée, ce qu'elles ne semblent pas avoir fait dans cette affaire.

89. Le Groupe de travail souligne que les détenus n'ont pas été traduits dans le plus court délai devant le tribunal compétent, et qu'ils n'ont pas pu contester la légalité de leur détention. Le Groupe de travail s'est déjà prononcé sur les documents joints à la réponse du Gouvernement, mais ceux-ci ne l'ont pas convaincu que les détenus aient été traduits devant un tribunal dans les quarante-huit heures suivant leur arrestation, ni que leur droit de contester la légalité de leur détention devant un tribunal leur ait été garanti. La source ajoute que le 26 avril 2022, les quatre intéressés ont été traduits devant les tribunaux du Palais de justice de Caracas en présence d'un avocat commis d'office. Ils n'ont pas été autorisés à désigner l'avocat de leur choix. Le juge a accepté la qualification légale et a ordonné leur détention provisoire dans les locaux de la Police nationale bolivarienne d'El Valle (pour M^{me} Mota Belisario) et de La Yaguara (pour MM. Fernández Estanga, Díaz Díaz et Pages Evans), dans le district de la capitale.

90. Cependant, le 10 juin 2022, le ministère public a établi un acte d'accusation contre les quatre détenus pour les infractions de terrorisme, d'association de malfaiteurs et de trafic d'armes et de munitions, définies par les articles 37, 38 et 52 de la loi organique contre la criminalité organisée et le financement du terrorisme. M^{me} Mota Belisario a en outre été mise en cause pour l'infraction de traite de personnes prévue à l'article 41 de la loi mentionnée. Pour ces raisons, le Groupe de travail conclut que les détenus ont subi des violations de leurs droits à la défense et à un contrôle judiciaire effectif de leur détention.

91. Le Groupe de travail rappelle que l'article 9 (par. 3) du Pacte dispose que tout individu arrêté ou détenu devra être traduit dans le plus court délai devant un juge, et que son article 9 (par. 4) dispose que quiconque se trouve privé de sa liberté par arrestation ou détention a le droit d'introduire un recours devant un tribunal afin que celui-ci statue sans délai sur la légalité de sa détention. Le contrôle judiciaire de la détention est une garantie fondamentale de la liberté individuelle et est essentiel pour garantir que la détention repose sur un fondement juridique. En ce sens, quarante-huit heures suffisent généralement à satisfaire à l'obligation prévue à l'article 9 (par. 3) du Pacte, de traduire un détenu « dans le plus court délai » devant un juge, et à la règle selon laquelle tout délai supplémentaire doit rester absolument exceptionnel et doit être justifié par les circonstances particulières de l'affaire.

92. Le Groupe de travail remarque que les détenus n'ont pas été traduits devant le tribunal compétent dès le début de leur détention. Il en conclut que les détenus n'ont pas eu la possibilité de remettre en cause la légalité de leur détention devant un tribunal, ce qui constitue une violation des articles 8 et 9 de la Déclaration universelle des droits de l'homme, de l'article 9 du Pacte et du principe 32 de l'Ensemble de principes pour la protection de toutes les personnes soumises à une forme quelconque de détention ou d'emprisonnement.

93. Par conséquent, le Groupe de travail considère que la détention des quatre individus ne repose sur aucun fondement juridique, ce qui la rend arbitraire au titre de la catégorie I définie par le Groupe de travail.

b) Catégorie III

94. Le Groupe de travail adhère aux principes du droit international des droits de l'homme, qui reconnaissent à toute personne le droit à ce que les garanties fondamentales d'un procès équitable, indépendant et impartial soient respectées au cours de la procédure engagée contre elle, et procédera donc à l'examen des faits conformément à ces principes.

95. Le Groupe de travail signale que l'article 14 du Pacte dispose notamment que toute personne a droit à ce que sa cause soit entendue équitablement et publiquement par un tribunal compétent, indépendant et impartial, qui décidera du bien-fondé de toute accusation en matière pénale dirigée contre elle, et que toute personne accusée d'une infraction pénale est présumée innocente jusqu'à ce que sa culpabilité ait été légalement établie. Ainsi, les normes susmentionnées correspondent à la consécration de ce que l'on appelle une procédure régulière, c'est-à-dire l'observation d'un ensemble de conditions essentielles permettant d'affirmer qu'une personne est en mesure de défendre ses droits dans le cadre d'une procédure judiciaire ou administrative.

96. Le Groupe de travail rappelle que, comme l'a déclaré le Comité des droits de l'homme dans son observation générale n° 32 (2007), « le droit à l'égalité devant les tribunaux et les cours de justice ainsi que le droit à un procès équitable est un élément clef de la protection des droits de l'homme et constitue un moyen de procédure pour préserver la primauté du droit ». Par ailleurs, l'article 14 du Pacte vise à assurer la bonne administration de la justice et, à cette fin, protège une série de droits spécifiques. Ces droits ont été violés dans l'affaire concernant M^{me} Mota Belisario et MM. Fernández Estanga, Díaz Díaz et Pages Evans.

97. La source affirme que les quatre intéressés n'ont pas pu désigner un avocat de confiance pour les assister au cours de la procédure, les empêchant de préparer une défense adéquate, en violation des garanties d'un procès équitable consacrées à l'article 14 (par. 1, 2 et 3, al. b) et c)) du Pacte.

98. Toutefois, le Groupe de travail relève que le Gouvernement a fourni une explication détaillée dans laquelle il indique que les accusés ont été représentés par un avocat commis d'office, car ils n'avaient pas d'avocat de la défense sur place. Dans sa réponse aux commentaires du Gouvernement, la source n'a pas réfuté cette allégation. En l'espèce, le Groupe de travail estime que la source n'a pas prouvé qu'il y a eu violation sur ce point.

99. Le Groupe de travail rappelle que, d'après le Comité des droits de l'homme, « du fait de la présomption d'innocence, qui est indispensable à la protection des droits de l'homme, la charge de la preuve incombe à l'accusation, nul ne peut être présumé coupable tant que l'accusation n'a pas été établie au-delà de tout doute raisonnable, l'accusé a le bénéfice du doute et les personnes accusées d'avoir commis une infraction pénale ont le droit d'être traitées selon ce principe »¹⁴.

100. La source affirme que le droit à la présomption d'innocence a été violé dans le cas des quatre intéressés, de sorte que leur détention est arbitraire au sens de la catégorie III.

101. Le Groupe de travail note que les forces de l'ordre ont arrêté les quatre intéressés dans le cadre d'une sorte d'assaut indiscriminé sur la population, et qu'elles ont immédiatement procédé à leur arrestation et considéré, sans aucune preuve, qu'ils étaient au fait des activités du gang Tren del Llano ou y prenaient part. À ce titre, les forces de l'ordre les ont placés en détention sans présenter de mandat, violant ainsi la présomption d'innocence au cours de la phase d'enquête.

102. Dans sa réponse, le Gouvernement n'a pas réfuté les allégations selon lesquelles les détenus ont immédiatement été considérés comme complices du gang Tren del Llano ; il a affirmé que les agents qui ont procédé aux arrestations étaient autorisés à le faire en vertu du droit national et que, par conséquent, les arrestations réalisées au cours de l'opération tonnerre étaient conformes au droit national et international.

103. Le Groupe de travail conclut donc que les quatre détenus ont été victimes d'une violation de leur droit à la présomption d'innocence, le Gouvernement n'ayant pas présenté les éléments permettant de démontrer au-delà de tout doute raisonnable que les accusés étaient coupables, au mépris de l'article 11 de la Déclaration universelle des droits de l'homme et de l'article 14 du Pacte.

104. Le Groupe de travail signale que la garantie de compétence, d'indépendance et d'impartialité des tribunaux est un droit absolu qui ne souffre aucune exception, étant entendu que l'impartialité désigne l'interdiction pour les juges de laisser des partis pris ou des préjugés personnels influencer leur jugement, de nourrir des idées préconçues au sujet de l'affaire dont ils sont saisis, et d'agir de manière à favoriser indûment les intérêts de l'une des parties au détriment de l'autre.

105. D'après les descriptions de la source, le Groupe de travail apprend que les quatre personnes détenues, dont la présomption d'innocence n'a pas été respectée, ont été formellement inculpées sur ordre du ministère public dans la même affaire pénale portant le numéro de dossier MP-245550, pour les infractions de terrorisme, d'association de malfaiteurs et de trafic d'armes et de munitions, visées par les articles 37, 38 et 52 de la loi

¹⁴ Comité des droits de l'homme, observation générale n° 32 (2007).

organique relative à la lutte contre la criminalité organisée et le financement du terrorisme. M^{me} Mota Belisario a en outre été mise en cause pour l'infraction de traite de personnes prévue à l'article 41 de la loi mentionnée.

106. Pour ces raisons, le Groupe de travail met en doute l'indépendance et l'impartialité des autorités judiciaires en charge de l'affaire, dénonçant une évidente violation des normes d'accès à la justice et à une procédure régulière, et du droit à un procès équitable et impartial, ainsi qu'un manquement à l'obligation d'accorder les voies de recours garanties par la loi, comme le prévoient les articles 3 et 9 de la Déclaration universelle des droits de l'homme et le principe 32 de l'Ensemble de principes pour la protection de toutes les personnes soumises à une forme quelconque de détention ou d'emprisonnement

107. Compte tenu de tous ces éléments, le Groupe de travail renvoie l'affaire à la Rapporteuse spéciale sur l'indépendance des juges et des avocats pour qu'elle prenne les mesures qui s'imposent.

108. Le Groupe de travail souligne que l'une des garanties fondamentales d'une procédure régulière est le principe de légalité. Le recours à des accusations non conformes à la réalité des faits est contraire à l'impératif de sécurité juridique et ouvre la voie à la culpabilité par analogie, comme cela a été le cas pour les quatre intéressés.

109. Le Groupe de travail relève, entre autres vices de procédures, le report de l'audience de mise en accusation des quatre accusés à douze reprises, ce qui a nui à la structure de la défense et à sa concentration.

110. D'autre part, le Groupe de travail est gravement préoccupé par les conditions de détention et les problèmes de santé dont souffrent les détenus. Ainsi, le Groupe de travail constate que M^{me} Mota Belisario n'a pas accès à une alimentation adaptée à ses besoins et dépend de la nourriture fournie par sa famille ou de la possibilité pour celle-ci de lui envoyer de l'argent afin qu'elle s'achète à manger. M. Fernández Estanga, dont la famille n'habite pas à Caracas et ne peut donc pas lui rendre visite, souffre d'épilepsie, et n'a pas non plus accès à une alimentation adaptée à ses besoins. Sa famille ne peut pas lui envoyer d'argent car elle dispose de peu de moyens, il dépend donc de ses compagnons de cellule pour s'alimenter, et il n'a pas accès à son traitement médical. La situation de M. Díaz Díaz est encore plus grave, puisqu'il souffre de problèmes cardiaques, d'une infection bactérienne du rein, et d'un calcul de sept centimètres. Son avocate a déposé une demande de mesures d'allègement pour motifs d'ordre humanitaire, qui est restée sans réponse malgré son insistance.

111. Le Groupe de travail souhaite rappeler les propos du Rapporteur spécial sur le droit qu'a toute personne de jouir du meilleur état de santé physique et mental possible, qui, dans son rapport établi en application de la résolution 33/9 du Conseil des droits de l'homme¹⁵, a fait observer que, dans les contextes de l'internement et de la privation de liberté, les violations du droit à la santé portent aussi atteinte aux garanties d'une procédure régulière, à l'interdiction de la détention arbitraire et de la torture et d'autres formes de traitements cruels, inhumains ou dégradants, ainsi qu'à l'exercice du droit à la vie. Les violations du droit à la santé sont à la fois les causes et conséquences de l'internement et de la privation de liberté. En outre, le Groupe de travail souhaite souligner que le refus d'un traitement médical adéquat peut constituer une forme de torture.

112. Le Groupe de travail rappelle au Gouvernement que, en vertu de l'article 10 du Pacte, toute personne privée de sa liberté doit être traitée avec humanité et dans le respect de la dignité inhérente à la personne humaine, et que le fait de mettre en danger la santé d'un détenu constitue une violation des règles 24, 25, 27 et 30 de l'Ensemble de règles minima des Nations Unies pour le traitement des détenus (Règles Nelson Mandela). À la lumière de ce qui précède, le Groupe de travail décide de renvoyer la présente affaire à la Rapporteuse spéciale sur le droit qu'a toute personne de jouir du meilleur état de santé physique et mentale possible.

¹⁵ A/HRC/38/36, par. 18.

113. Les informations fournies par la source, qui n'ont pas été contestées d'une manière appropriée par le Gouvernement, révèlent de graves manquements aux règles internationales des droits de l'homme relatives au droit à un procès équitable, dont auraient dû bénéficier les quatre intéressés, conformément aux dispositions de l'article 14 du Pacte. En conséquence, les violations du droit à un procès équitable et impartial susmentionnées sont d'une gravité telle qu'elles confèrent à la détention des quatre intéressés un caractère arbitraire relevant de la catégorie III.

c) Observations finales

114. Cette affaire vient s'ajouter aux nombreux cas présentés au Groupe de travail ces dernières années concernant la privation arbitraire de liberté de personnes en République bolivarienne du Venezuela¹⁶. Pour le Groupe de travail, cela suggère l'existence d'un recours systématique à la privation de liberté des personnes en violation des droits garantis par le droit international. Or, l'emprisonnement généralisé ou systématique en violation des règles du droit international peut constituer un crime contre l'humanité¹⁷.

115. Le Groupe de travail souhaiterait avoir l'occasion de travailler de manière constructive avec le Gouvernement afin d'aborder les problèmes relatifs à la détention arbitraire. Par ailleurs, compte tenu de la récurrence des cas de détention arbitraire constatés par ce mécanisme international de protection des droits de l'homme au cours de ces dernières années, le Gouvernement vénézuélien devrait envisager d'inviter le Groupe de travail à effectuer une visite officielle dans le pays. Ces visites sont l'occasion pour le Groupe de travail d'engager un dialogue constructif directement avec le Gouvernement et des représentants de la société civile afin de mieux comprendre la situation en matière de privation de liberté dans le pays, ainsi que les causes de la détention arbitraire et les raisons sous-jacentes de la détention arbitraire.

3. Dispositif

116. Compte tenu de ce qui précède, le Groupe de travail rend l'avis suivant :

La privation de liberté de Niurka Mariana Mota Belisario, Leonardo Javier Fernández Estanga, Pedro Domingo Díaz Díaz et Jean Pierre Pages Evans est arbitraire en ce qu'elle est contraire aux articles 8, 9, 10 et 11 de la Déclaration universelle des droits de l'homme et aux articles 9 et 14 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques et relève des catégories I et III.

117. Le Groupe de travail demande au Gouvernement vénézuélien de prendre les mesures qui s'imposent pour remédier sans tarder à la situation des quatre détenus et la rendre compatible avec les normes internationales applicables, notamment celles énoncées dans la Déclaration universelle des droits de l'homme et le Pacte international relatif aux droits civils et politiques.

118. Le Groupe de travail estime que, compte tenu de toutes les circonstances de l'espèce, la mesure appropriée consisterait à libérer immédiatement les quatre détenus et à leur accorder le droit d'obtenir réparation, notamment sous la forme d'une indemnisation, conformément au droit international.

119. Le Groupe de travail demande instamment au Gouvernement vénézuélien de veiller à ce qu'une enquête approfondie et indépendante soit menée sur les circonstances de la privation arbitraire de liberté des quatre intéressés, et de prendre les mesures qui s'imposent contre les responsables de la violation des droits de ceux-ci.

120. Comme prévu au paragraphe 33 (al. a)) de ses méthodes de travail, le Groupe de travail renvoie l'affaire à la Rapporteuse spéciale sur l'indépendance des juges et des avocats et à la Rapporteuse spéciale sur le droit qu'a toute personne de jouir du meilleur état de santé physique et mentale possible pour qu'elles prennent les mesures qui s'imposent.

¹⁶ Avis n^{os} 73/2020, 57/2020, 44/2020, 20/2020, 18/2020, 81/2019, 80/2019, 75/2019, 40/2019, 39/2019, 13/2019, 86/2018, 72/2018, 49/2018, 41/2018, 32/2018, 24/2018, 87/2017, 84/2017, 52/2017, 37/2017 et 18/2017.

¹⁷ Avis n^o 47/2012, par. 22.

121. Le Groupe de travail demande au Gouvernement d'utiliser de tous les moyens à sa disposition pour diffuser le présent avis aussi largement que possible.

4. Procédure de suivi

122. Conformément au paragraphe 20 de ses méthodes de travail, le Groupe de travail prie la source et le Gouvernement de l'informer de la suite donnée aux recommandations formulées dans le présent avis, et notamment de lui faire savoir :

- a) Si les quatre intéressés ont obtenu réparation, notamment sous la forme d'une indemnisation ;
- b) Si la violation des droits des quatre intéressés a fait l'objet d'une enquête et, dans l'affirmative, quelle a été l'issue de celle-ci ;
- c) Si la République bolivarienne du Venezuela a modifié sa législation ou sa pratique afin de les rendre conformes aux obligations mises à sa charge par le droit international, dans le droit fil du présent avis ;
- d) Si d'autres mesures ont été prises en vue de donner suite au présent avis.

123. Le Gouvernement est invité à informer le Groupe de travail de toute difficulté rencontrée dans l'application des recommandations formulées dans le présent avis et à lui faire savoir s'il a besoin qu'une assistance technique supplémentaire lui soit fournie, par exemple dans le cadre d'une visite du Groupe de travail.

124. Le Groupe de travail prie la source et le Gouvernement de lui fournir les informations demandées dans les six mois suivant la communication du présent avis. Il se réserve néanmoins le droit de prendre des mesures de suivi si de nouvelles informations préoccupantes concernant l'affaire sont portées à son attention. Cela lui permettra de faire savoir au Conseil des droits de l'homme si des progrès ont été accomplis dans l'application de ses recommandations ou si, au contraire, rien n'a été fait en ce sens.

125. Le Groupe de travail rappelle que le Conseil des droits de l'homme a engagé tous les États à coopérer avec lui et les a priés de tenir compte de ses avis, de faire le nécessaire pour remédier à la situation de toutes personnes arbitrairement privées de liberté et de l'informer des mesures prises à cette fin¹⁸.

[Adopté le 30 août 2024]

¹⁸ Résolution 51/8 du Conseil des droits de l'homme, par. 6 et 9.